Consultez notre site : ***http://wwwi.onera/syndicats/cfdt/***

Infos CFDT – Avril 2008

LA PRECARITE DE L'ONERA

Le 18 décembre dernier, le CA a voté, malgré l'opposition des élus et sous la pression des tutelles Défense et Budget, un EPRD 2008 qui entérine une baisse des moyens humains (-12 équivalents temps plein), des moyens financiers et avec un objectif d'augmenter la production contractuelle des départements de 6% par rapport à 2007 (ratio contrats/subvention 2008 de 61%/39%).

La situation de l'ONERA est préoccupante et très inquiétante mais pas plus, ni moins avec ce CA. En fait, la situation précaire de l'ONERA ne tient pas aux décisions prises lors de ce CA. Elle tient, pour le plus récent, aux orientations prises lors du dernier PCOM 2003-2008. Elle est due à la vision idéologique de notre président, de faire fonctionner un organisme de recherche comme une entreprise de prestations qui doit produire toujours plus. L'ONERA s'est structuré (et continue) pour cela. Le recul de la subvention (au profit des contrats) en est donc une évolution logique inscrite dans le COM. Et cette évolution implique une priorité au pilotage par la demande des industriels à leur profit direct et immédiat au détriment de notre mission de recherche, de préparation de l'avenir, pourtant au profit des industriels mais à plus long terme. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une baisse des moyens mais d'une modification de la manière dont ces moyens sont attribués à l'ONERA. Remarquons que dans les autres organismes de recherche, les syndicats et le personnel, comme les directions, se battent pour conserver leur subvention ; pas à l'ONERA ! Aucun organisme de recherche n'a un taux de subvention aussi ridicule que l'ONERA (39% et en fait moins puisqu'il faut abonder les contrats ANR et Européens avec une part de la subvention).

La précarité de l'ONERA tient également à la tutelle DGA. Notre tutelle ne sait plus, en particulier depuis la suppression de la DRET, orienter, diriger les travaux de l'ONERA. Ce qui en découle, c'est que nous n'avons plus de programmation scientifique. Il est effectivement difficile de concilier des orientations scientifiques avec le pilotage par les contrats. Nous avons un Plan Scientifique Stratégique qui n'en est pas un et nous n'affichons aucun projet pour l'ONERA devenu juste une entreprise de prestations scientifiques.
La DGA, en plus d'être notre tutelle, est également cliente de L'ONERA. Il s'agit d'un double rôle très ambigu car elle est à la fois juge et partie. La tutelle tend à nous écarter ainsi de notre mission, d'une part, en n'assumant plus la part civile de la recherche aérospatiale et, d'autre part, en nous orientant sur des thématiques « défense et sécurité » qui ne relèvent pas forcément de l'aérospatial.

En conclusion, pour nous les priorités pour l'ONERA sont :

- **Augmentation du taux de subvention de l'ONERA** (au minimum inversion du ratio)

Pour que nous puissions programmer des travaux à long terme, pour que nous puissions financer des études même sans garanties de succès, seul moyen de préparer l'avenir et d'avoir une activité de recherche qui ne soit pas exclusivement de la R&T.

- **Rattachement à la tutelle Recherche**

Pas par opportunisme conjoncturel, pas parce qu'il serait mieux en ce moment d'être rattaché à la Recherche, mais parce que cela nous semble logique, parce que l'ONERA est un organisme de recherche, parce que la DGA ne joue plus correctement son rôle et pour nous permettre d'assumer l'ensemble de nos missions au profit de l'aérospatial civil et militaire. Cela résoudrait, en outre, le problème de la DGA tutelle et cliente. Remarquons par ailleurs que la plupart des autres EPIC est sous multi tutelles.

- **De vrais projets pour l'ONERA et une vraie programmation scientifique**

Nous n'avons plus actuellement de vraie programmation scientifique ; le dernier Plan Stratégique Scientifique était une photographie de l'existant et le prochain risque bien d'être une photographie des activités qui rapportent contractuellement : en clair, nous irons voir où il y a un robinet d'ouvert ! Et le problème est bien là, il est

impossible d'avoir une programmation à long terme lorsque l'objectif est d'aller tous azimuts récupérer des contrats. Donc la première condition pour avoir une vraie programmation scientifique, c'est de revoir la structure de financement.
La deuxième, c'est d'afficher de vrais projets. Actuellement, nous affichons des prestations dans différentes spécialités, nous sommes des prestataires sur des créneaux de haute technologie. Avec un tel positionnement, annonçant des ressources ou des « métiers » plutôt que des grandes thématiques scientifiques ou des programmes, les politiques n'ont aucune difficulté à décréter des économies sur le dos de l'ONERA. Alors qu'avec un positionnement sur des projets d'intérêt public, par exemple, par rapport à la réduction de la pollution (bruit, émission CO2) et au remplacement des carburants fossiles par de nouvelles énergies (solaire, …), par rapport à des missions d'observation du climat, etc., nous serions plus forts et plus résistants.

Cette programmation scientifique est également absolument nécessaire pour gérer les ressources humaines. Comment pratiquer une politique d'embauche sur notre modèle actuel ? Comment pouvoir répondre rapidement à des contrats dont la durée de vie est limitée ? Que faire ensuite de ces dernières embauches si l'activité contractuelle retombe ? C'est ingérable ! La seule solution pour répondre à cet objectif de toujours plus de contrats a été émise par notre président et sous entendue par le CA qui demande à l'ONERA « *une présentation des voies et moyens envisageables pour permettre de faire face à des augmentations d'activité hors défense sans augmenter le risque pour l'état en cas de retournement du plan de charge* ». En clair, l'Etat refuse d'assumer les activités hors défense et concrètement, il ouvre la porte de l'ONERA **aux contrats de missions (nouvelle loi de modernisation sociale)** pour répondre à la recherche contractuelle croissante ! Ce sont de super-CDD, jusqu'à 3 ans, qui permettraient de prendre du personnel pour répondre à la demande contractuelle et de le « jeter » dès la prestation terminée. Quel bel avenir pour les jeunes diplômés ! Et quelle belle politique de transmission des savoirs nous risquons de mettre en place à l'ONERA !

Que faire face à cette situation ?

Nous l'avons vu, le CA de décembre était finalement un non évènement. Les administrateurs élus CGT, CGC, FO ont adressé un courrier aux parlementaires les alertant des décisions prises en CA. Si la CFDT a refusé de s'y associer, c'est parce que le message que véhiculait cette démarche n'allait pas dans le bon sens. Bien sur que nous sommes favorables à plus de moyens (humains ou financiers), mais demander plus de moyens dans le contexte actuel, c'est remettre du carburant dans le véhicule qui fonce s'écraser sur un mur ! Ce qu'il nous faut, c'est un grand coup de volant. Il faut remettre en cause la structure de financement actuelle de l'ONERA (raugmenter la subvention comme dans tous les organismes de recherche) et sa programmation scientifique. C'est la priorité et le préalable. Il faudrait l'inscrire dans le prochain PCOM !

Et pour cela, il faudrait que nous ayons notre mot à dire sur les orientations qui seront retenues par le PCOM 2009-2013. Mais notre président sait où il veut aller et il a déjà parfaitement tracé son chemin.
- Eliminer les syndicats, et plus particulièrement le CCE, des discussions avec une simple consultation du CCE prévue en fin de processus.
- Organiser une grand messe, où la liberté d'expression de chacun fut très fortement cloisonnée et qui permettra plus tard de justifier d'une participation très large du personnel.

Enfin, lorsque la direction bloque toute possibilité de réel débat, il faut le provoquer en interne, aller voir à l'extérieur et transmettre notre message vers le public et les responsables politiques, via les syndicats, nos collègues des autres organismes de Recherche et SLR (Sauvons La Recherche).

C'est à cela que la CFDT s'emploie et s'emploiera dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Pour plus d'informations ou pour nous donner votre point de vue, n'hésitez pas à nous contacter et à consulter notre : ***http://wwwi.onera/syndicats/cfdt/***